

cois durant les années 90, on peut se demander si la solidarité, le consensus et le partenariat ont véritablement constitué une alternative au néolibéralisme. En plus de l'obsession du déficit zéro et de la promotion du libre-marché, on peut se poser des questions sur la transformation des politiques sociales durant cette période. La réforme de la sécurité du revenu, par exemple, a abandonné la perspective providentialiste au profit d'une politique centrée sur la responsabilité individuelle, une politique de nature conditionnelle et particulariste, axée sur la réinsertion au marché du travail et distinguant entre pauvres méritants et pauvres non-méritants. Ceci ne veut pas dire, bien sûr, que tous les problèmes actuels de la régulation politique se résoudraient si l'on retournait simplement à l'État providence. Il est risqué cependant d'affirmer que l'État solidaire, si l'on observe du moins la façon dont il s'est développé jusqu'ici, constitue une véritable alternative à la régulation politique néolibérale.

Il n'en reste pas moins que Michel Venne a su poser les bonnes questions à propos des deux principaux enjeux auxquels est confrontée la société politique québécoise en ce début des années 2000.

MÉLANIE BOURQUE *Université de Montréal*

Notes

- 1 Ulrich Beck, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité* (Paris, Aubier: 2001)
- 2 Pierre Ronsavallon, *La nouvelle question sociale. Repenser l'État-providence* (Paris, Grasset: 1986)
- 3 François Ewald, *L'État-providence* (Paris, Grasset: 1986)

Québec : État et Société, Tome 2

Alain G. Gagnon (directeur)

Montréal, Éditions Québec Amérique, 2003, pp. 588.

Le collectif *Québec : État et Société*, dirigé par Alain G. Gagnon, en est à sa deuxième mouture en français et publie déjà son troisième ouvrage en anglais. Le volume précédent, sorti en 1994, s'est imposé comme un incontournable pour quiconque s'intéresse aux grands débats politiques et sociaux marquant le Québec d'aujourd'hui. Signe de l'intérêt que suscitent les réflexions politiques sur le Québec à l'étranger, le tome 2, publié en français et en anglais, est également disponible en versions espagnole et portugaise. À l'instar du volume précédent, ce nouveau collectif peint un large portrait des différents enjeux qui sont au cœur de la politique québécoise actuelle, dans une perspective se voulant à la fois pédagogique et analytique. Puisqu'il est impossible de rendre justice à la totalité des vingt-deux textes du volume en quelques lignes, je me contenterai de souligner certains éléments qui, il me semble, donnent le ton à l'ensemble. Deux axes de réflexion dominent à cet égard : d'une part, si les rapports Québec-Canada occupent toujours une place importante, la «question nationale» y est d'abord abordée sous l'angle de la citoyenneté et du défi que représente, pour le projet nationaliste, la prise en compte de la profonde diversité du Québec contemporain. D'autre part, reflétant également l'évolution de l'ordre du jour politique, les défis engendrés par le processus de mondialisation occupent une place beaucoup plus significative dans ce nouveau collectif.

La première partie de l'ouvrage s'intéresse donc plus explicitement aux débats sur la définition de la communauté politique québécoise. Jacques Beauchemin souligne en premier lieu la difficulté de définir le « sujet québécois », étant donné les

tensions engendrées par la coexistence d'un idéal national mettant l'accent sur l'unicité de la communauté politique, d'une part, et d'une conception pluraliste de la citoyenneté, d'autre part, dont le point de départ est la reconnaissance de la diversité des identités. Pour Beauchemin, si la prise en compte du pluralisme s'avère nécessaire aujourd'hui, elle ne doit pas se faire au prix de la dissolution du sujet politique québécois, sans quoi le projet national québécois perd ses assises et, ultimement, son sens (p. 43). Au scepticisme modéré de Beauchemin face au pluralisme, Jocelyn Maclure et Dimitrios Karmis opposent une vision plus optimiste en se faisant les avocats d'une perspective qui place la diversité des identités au cœur même du projet politique québécois contemporain. Entre le « nationalisme mélancolique » et « l'antinationalisme » de l'ancien Premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau, Maclure souligne qu'il existe, dans le discours québécois, une « troisième voie », dans la lignée de la pensée d'André Laurendeau. Cette troisième voie est plus sensible à la nécessité de réconcilier la volonté d'affirmation politique de la communauté francophone avec la réalité démographique, historique et géographique du Québec moderne (p. 60). Dimitrios Karmis affirme, quant à lui, que la politique québécoise d'intégration des immigrants, qualifiée à tort « d'interculturelle », s'inscrit moins dans la logique du dialogue interculturel que dans celle du « nationalisme d'intégration » qui pose l'appartenance à la nation commune comme précondition à l'inclusion (p. 110).

Le débat sur la définition des frontières de la communauté politique refait surface dans plusieurs autres textes du recueil. Le chapitre d'Alain G. Gagnon et Raffaele Iacovino revient sur la politique interculturelle du Québec pour en souligner les traits particuliers par rapport au multiculturalisme canadien. Selon ces auteurs, le modèle québécois atteint un meilleur équilibre entre « les préalables d'unité, comme base identitaire, et la reconnaissance des cultures minoritaires » (p. 433). La conclusion du chapitre nous laisse cependant perplexe quant à l'importance des différences entre le modèle canadien issu d'un « effort de construction nationale » (p. 435) et l'approche québécoise, qui serait unique puisqu'elle se situe dans le cadre d'un « projet d'affirmation nationale » (p. 436). Il semble que seule la communauté de référence distingue, en fait, ces deux projets d'intégration. Daniel Salée nous rappelle d'ailleurs qu'au-delà des débats théoriques, les rapports entre le groupe majoritaire et les minorités, au Québec comme ailleurs, se situent dans un contexte historique traversé de rapports de pouvoirs. S'intéressant à la relation qu'entretient le Québec avec les nations autochtones, l'auteur n'est guère optimiste, malgré les progrès des dernières années; la collision entre les revendications autonomistes autochtones et les velléités nationalistes québécoises semble en effet inévitable (p. 131). Les textes de Marie McAndrew sur l'intégration scolaire des immigrants, de Garth Stevenson sur les anglo-québécois et d'Élisabeth Gidengil et ses collaborateurs sur la tolérance des francophones envers les minorités illustrent également, à leur façon, les défis et les nombreuses contradictions qui compliquent la recherche d'un juste équilibre entre la volonté d'affirmation de la majorité francophone et la reconnaissance de la place des minorités au sein des institutions publiques québécoises.

La deuxième partie de l'ouvrage est organisée autour du thème de la gouvernance. Retenons les chapitres de Christian Rouillard sur la réforme de l'administration publique et d'Alain Bernier et Francis Garon sur les sociétés d'État québécoises. Ces textes nous permettent d'approfondir certains aspects du modèle québécois et de son évolution récente. Tout comme celui de Brian Tanguay sur les partis politiques au Québec, ils auraient sans doute été quelque peu différents s'ils avaient été rédigés après l'arrivée au pouvoir des Libéraux de Jean Charest, mais leur dimension historique demeure tout à fait pertinente. Le chapitre d'Éric Montpetit soulève peut-être plus de questions. Ce dernier vante les vertus du modèle néocorporatiste québécois qui favorise la concertation entre le gouvernement et les principaux acteurs de la

société civile. Il s'inquiète cependant des conséquences de l'intégration continentale, qui risque d'affaiblir ce modèle, notamment par le déplacement des réseaux de politiques vers le pôle fédéral, principal acteur étatique sur la scène internationale. Pour Montpetit, ce déplacement se fait au détriment du rapport privilégié que ces groupes entretiennent avec l'État québécois (p. 173). Au nom du modèle de concertation québécois, l'auteur se trouve paradoxalement à défendre le fédéralisme exécutif, pourtant maintes fois critiqué pour son caractère antidémocratique puisqu'il tend précisément à limiter l'accès des acteurs sociaux aux débats sur la coordination des politiques entre le gouvernement fédéral et les provinces.

La capacité de réponse de l'État québécois aux défis de la mondialisation constitue le dernier pôle thématique important du recueil. Michael Keating est plutôt optimiste quant à l'impact de la mondialisation puisque celle-ci entraîne, selon lui, un phénomène de « reterritorialisation » de la souveraineté qui peut favoriser les régions ou nations qui, comme le Québec, ont la capacité politique de définir leur propre projet de développement social et économique (p. 454). Peter Graefe partage en partie le point de vue de Keating. L'État québécois, dont le rôle de levier économique s'inscrit dans l'héritage de la Révolution tranquille, est ainsi devenu aujourd'hui un moteur favorisant la compétitivité des entreprises québécoises dans l'économie mondiale. Pourtant, le bien-fondé de cette approche demeure incertain selon Graefe puisqu'elle n'a pas eu comme effet de favoriser une meilleure redistribution de la richesse au Québec (p. 497). François Rocher, dans un texte sur l'intégration continentale, s'inquiète, quant à lui, de la très grande dépendance de l'économie québécoise par rapport au marché nord-américain et rejoint en un sens Montpetit en soulignant que le Québec ne possède pas l'ensemble des outils politiques lui permettant de gérer cette dépendance, puisque les politiques macroéconomiques relèvent largement du gouvernement fédéral. Le texte de Louis Balthazar sur la présence québécoise dans le milieu diplomatique international insiste également sur l'opposition constante entre la volonté du gouvernement fédéral de maintenir ses prérogatives en matière de relations internationales et la volonté du Québec de participer au concert des nations.

Ce deuxième tome de *Québec : État et Société* s'inscrit donc fort bien dans le contexte des débats politiques du Québec d'aujourd'hui. Si certains textes risquent de vieillir plus rapidement suite au changement de gouvernement survenu en 2003, il n'en demeure pas moins que la grande majorité d'entre eux, y compris plusieurs dont je n'ai pas fait mention, permettent aux lecteurs d'appréhender en quelques pages plusieurs pans importants de l'histoire et de l'actualité politique du Québec. Notons aussi la place importante qu'occupe la relève parmi les auteurs, ce qui est tout à l'honneur d'Alain G. Gagnon. Évidemment, mon commentaire ne serait pas complet sans quelques critiques. D'une part, si les débats identitaires occupent avec raison une place de choix dans ce recueil, la différence entre les positions des auteurs est souvent minime et il aurait été intéressant d'offrir quelques points de vue plus contrastés sur la relation entre nationalisme et pluralisme, mais aussi sur le fédéralisme canadien, qui trouve peu de défenseurs dans ce recueil. Enfin, et il s'agit d'une suggestion plus que d'une critique, je ne peux que souscrire à la perspective offerte par Luc Turgeon, qui, dans un chapitre analysant les différentes interprétations du parcours historique du Québec, relève l'importance de la comparaison comme méthode d'appréhension de la réalité québécoise. Un tel volume gagnerait, il me semble, à proposer un plus grand nombre de textes abordant les divers enjeux discutés dans une perspective comparée, avec le reste du Canada bien sûr, mais aussi avec d'autres petites nations ou régions minoritaires aux prises avec des défis semblables à ceux du Québec d'aujourd'hui.